

## APRÈS LE RASSEMBLEMENT NATIONAL À CONSTANTINE

## Les résidents manifesteront demain devant le Palais du gouvernement

**Les médecins résidents, en grève ouverte depuis plus de trois mois, ne comptent pas se laisser faire. Réprimés brutalement par les forces anti-émeutes et sanctionnés lourdement par le ministre de la Santé, ils résistent. Prochaine action : un sit-in, mercredi, devant le Palais du gouvernement.**

Réunis en conclave national à la faculté de médecine Bon Pasteur de Constantine, pour débattre de la suite à donner à leur mouvement de grève, les délégués du collectif des médecins résidents sont unanimes : «Aucune revendication de notre plateforme nationale n'a été satisfaite.»

En somme, il a été convenu par l'ensemble des délégués, à l'issue de cette réunion, qui s'est poursuivi jusqu'à une heure tardive de la nuit de dimanche, du maintien du mot d'ordre de grève.



Les résidents ne renoncent pas à leurs droits.

Ainsi, le Camra (Collectif des médecins résidents algériens a pris acte de la décision du ministre de la

Santé portant ponction sur salaires et a décidé de répliquer. Qualifiée de nature «arbitraire et abusive» et ceci,

indique-t-on, à partir du moment où la suspension des salaires s'apparente plutôt à une rupture de contrat unilatérale. Les délégués ont alors décidé de bloquer l'accès des administrations des CHU. «Le collectif a décidé de bloquer à l'échelle nationale l'accès des administrations des hôpitaux qui ponctionnent de façon abusive les salaires, et cela jusqu'à la levée de cette sanction», lit-on dans le procès-verbal de la réunion. Et d'ajouter, dans le même ordre d'idées : «Un dossier a été constitué avec un collectif d'avocats à l'encontre des autorités administratives pour motif de ponction sur salaires ou de blocage de rémunérations». «Ni les menaces et encore moins les intimidations et les ponctions sur salaires arbitraires ne vont nous faire renoncer à nos droits», ont affirmé, de concert, les médecins résidents de Constantine.

La question du service civil, toujours en suspens et à laquelle une

réunion sera consacrée cette semaine à l'Assemblée populaire nationale (APN), sera défendue par les résidents avec force.

«Les délégués défendront au niveau de l'APN la nécessité de la mise en place d'un échancier pour l'abrogation du service civil avec une mise en place de toutes les conditions nécessaires durant cette période afin qu'il soit vidé de son contenu au terme de cet échancier.» Et d'affirmer dans ce sens le «maintien du principe d'abrogation du service civil. C'est pourquoi, il sera procédé à l'installation d'une commission multilatérale indépendante chargée de réaliser un audit impartial et exhaustif sur le service civil durant une période de transition limitée (échancier) dans le temps, où, les conditions de ce dernier seront améliorées». Celles-ci permettront, précisent encore les rédacteurs du procès-verbal, d'«assurer une couverture sanitaire nationale efficace et durable et entraîneront de fait, la disparition du caractère obligatoire du service civil».

S'agissant du volet pédagogique, le Camra a dénoncé les agissements du «président de la conférence nationale des doyens, le Pr Arrada qui n'a toujours pas signé, précisent ces derniers, le P-V de la réunion des 6 et 7 juin 2011».

De ce fait, le collectif a décidé d'adresser en début de semaine un communiqué au ministère de l'Enseignement supérieur relatif aux décisions prises lors de la conférence nationale des doyens pour mettre fin au blocage constaté au niveau du volet pédagogique.

Cela étant, les délégués ayant pris part à cette réunion envisagent de déposer une démission collective dans le cas où leur plateforme de revendications ne serait pas satisfaite.

I. B.

Farid Benzaid

## LE DÉBRAYAGE DES ANESTHÉSISTES CONTINUE

## Les grévistes saisissent la chefferie du gouvernement

**Le sit-in des anesthésistes a poussé le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière à ouvrir le dialogue. Une tentative de débloquent la situation.**

**Irane Belkhedim - Alger (Le Soir)** - «C'est le statu quo. La tutelle fait la sourde oreille. Nous continuerons notre grève jusqu'à la satisfaction de nos revendications, nous ne pouvons plus faire marche arrière», affirme Asselah, le délégué des anesthésistes.

La grève des anesthésistes rentre dans sa troisième semaine dans un silence assourdissant. Aucune réaction officielle pour calmer la colère de ces auxiliaires médicaux. L'on estime que le débrayage a été suivi à 90% et que tous les blocs opératoires sont actuellement à l'arrêt.

En effet, les interventions chirurgicales sont annulées quotidiennement, seules les plus

urgentes sont assurées. La situation risque d'empirer. «Cette situation ne nous réjouit pas, ça nous fait mal au cœur d'en arriver là ! On aurait souhaité que les solutions soient plus rapides. C'est à la tutelle de débloquent la situation», ajoute Asselah.

Dimanche, les anesthésistes ont observé un rassemblement devant le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière pour faire pression. «La tutelle a refusé de nous recevoir. Mais nous savons qu'hier lundi, une réunion a été tenue au ministère avec le chef du département pour débattre les points soulevés par la corporation», précise le délégué des anesthésistes. En outre, deux commissions d'anesthésistes composées de quatre membres ont déposé lundi deux requêtes au niveau de l'Assemblée populaire nationale et la chefferie du gouvernement. «La situation actuelle dépasse notre tutelle. Nous demandons une intervention au plus haut niveau pour prendre

en charge nos revendications», indique Asselah.

La promulgation du statut particulier est la principale revendication. «Seul un statut particulier pourrait définir une couverture juridique et une assurance médicale», explique Asselah.

Les grévistes réclament également la création d'un institut pour la formation de réanimateurs anesthésistes sur cinq ans au lieu de trois années.

La grève a été l'unique moyen de se faire entendre, estime-t-on. Vers la fin février, les négociations sur le statut particulier ont été entamées avec le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Des commissions mixtes ont été installées pour étudier la question. Elles ont finalisé leur travail mais aucune suite n'a été donnée aux propositions émises.

L'on compte plus de 6 000 anesthésistes en Algérie assurant la couverture de 240 hôpitaux.

I. B.

Farid Benzaid

## LES FAMILLES DES MARINS OTAGES

## EN SIT-IN OUVERT DEVANT LE SIÈGE DE L'IBC

## «Ramenez-nous nos enfants»

**Les familles des 17 marins algériens retenus en otages par des pirates somaliens campent depuis dimanche devant le siège de l'entreprise IBC, l'armateur du vraquier MV Blida. Dernier recours pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur leur inquiétude. Ils demandent au gouvernement d'accélérer les négociations pour ramener les otages sains et saufs.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Les familles, en particulier les femmes, des 17 marins membres de l'équipage du vraquier *MV Blida*, pris en otages depuis janvier dernier par des pirates somaliens, s'impatientent : «S'il y a demande de rançon pourquoi le gouvernement refuse de payer. L'Algérie refuse cette procédure mais le gouvernement n'a pas le droit de laisser nos marins mourir entre les mains des pirates somaliens.» Ces familles lancent un énième cri de détresse au gouvernement pour sauver les otages. Elles n'ont, d'ailleurs, pas ménagé leurs efforts pour pousser les pouvoirs publics à réagir.

Plusieurs sit-in ont été organisés sans résultat. En dernier recours, elles ont décidé d'occuper la rue. Les proches des otages ont pris leur quar-



Face au silence des autorités, les familles ont décidé d'occuper la rue.

tier, depuis dimanche, devant le siège de l'entreprise IBC, l'armateur du vraquier *MV Blida*. Ils espèrent, par ce geste, sensibiliser et attirer l'attention des pouvoirs publics sur leur inquiétude qui augmente à force que le temps passe. Les protestataires appellent le gouvernement à accélérer les négociations afin que les otages puissent rejoindre leurs familles sains et saufs avant le mois de Ramadan. «Nos marins sont en train de mourir à petit feu. Ils vivent dans des conditions déplorables et nous, nous sommes à bout de force, nous voulons savoir ce que le gouvernement compte faire pour mettre fin à leur calvaire», s'interrogent les épouses regroupées, hier, devant les portes de l'entreprise IBC. Indignées, ces femmes, dont la plupart viennent de l'intérieur du pays, rappellent qu'aucune partie sollicitée n'a voulu leur donner de nouvelles.

«On nous demande de patienter mais jusqu'à quand ? Six mois, c'est beaucoup de souffrance.»

Ces familles disent désespérer : «Les négociations en cours n'apportent rien.» «Ramenez-nous nos enfants», implorent-elles. De son côté, M. Mansouri, DG de l'entreprise IBC, est confiant. «C'est une question de temps mais les otages finiront par être libérés», a-t-il déclaré.

Le responsable qui dit compatir à la douleur des familles est, cependant, lui-même incapable de leur fournir des informations. «Tout ce que nous savons, c'est que les otages vont bien et que le dialogue n'est pas rompu. La seule chose qui pose problème, c'est le facteur temps que nous ne maîtrisons pas», a-t-il dit. Selon le premier responsable d'IBC, «les familles n'ont d'autre alternative que de faire confiance à l'affrètement».

S. A.

## COLLECTIVITÉS LOCALES

## Les communaux reprennent le chemin de la grève

**Pour la sixième fois depuis l'année passée, les travailleurs du secteur des communes affiliés au Snapap ont décidé de débrayer. Ils observeront deux journées de protestation par semaine, les mardi et mercredi, et ce, à partir d'aujourd'hui et jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.**

**F-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Les services au niveau des communes du territoire national activeront aujourd'hui sous le signe du mouvement de protestation du Snapap. Après l'organisation de six mouvements de protestation les travailleurs entament un autre débrayage en vue de protester contre «le mépris et le mutisme affichés par la tutelle». Au niveau des wilayas du pays, des rassemblements et des marches seront organisés selon le porte parole du syndicat. Ce dernier annoncera par ailleurs la préparation d'une action nationale dans la capitale dans les prochaines semaines. «Nous sommes en train de sensibiliser les travailleurs sur ce mouvement de protestation. Ils doivent rester mobiliser pour qu'on atteigne nos objectifs et nos droits» soulignent les syndicalistes. Ces derniers mettent en évidence «la marginalisation du secteur des communes, le seul dont les travailleurs n'ont pas reçu leurs indemnités». Ils préciseront par ailleurs qu'ils attendent leur statut particulier depuis quatre ans vainement.

«Nous n'avons pas été associés à l'élaboration des textes du statut ni à ceux du régime indemnitaire et ce, en dépit de nos protestations nous n'avons pas été entendus à ce jour. Nous n'avons même pas été reçus ni écoutés au cours de ces derniers mois» soulignent les syndicalistes.

Les précédents mouvements de protestation des travailleurs du secteur des communes ont vu l'important taux de suivi. Les travailleurs des communes revendiquent aussi l'amélioration de leur situation socioprofessionnelle jugée alarmante. Ils dénoncent aussi les promesses non respectées par la tutelle.

Ils dénoncent également les atteintes aux libertés syndicales, les pressions exercées sur les travailleurs, le recours aux poursuites judiciaires ainsi que le licenciement abusif des travailleurs. Ils demandent de ce fait la réintégration des travailleurs ainsi que le maintien du service de retraite sans condition d'âge.

F-Z. B.